



Cellule d'analyse européenne

PAQUET « SYSTÈME EUROPÉEN DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE »

Communication de la commission “ Renforcer la surveillance intégrée pour consolider l'union des marchés des capitaux et l'intégration financière dans un environnement en mutation ”

COM(2017)542

Propositions de législation visant à adapter les Autorités européennes de surveillance et le Comité européen du risque systémique

COM(2017)536 – 539

Résumé: L'Union européenne souhaite prendre d'autres initiatives en vue de l'achèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés des capitaux. Cela passe par une intégration financière accrue et par une surveillance mieux intégrée du système financier. Le paquet présenté par la Commission européenne vise à modifier divers règlements et directives qui affinent la surveillance intégrée du système financier. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de ces propositions de législation expire le 5 janvier 2018.**

1. Contexte

Le Système européen de surveillance financière (SESF) a été créé en 2010 en vue de renforcer la surveillance financière et rétablir la confiance dans le système financier européen.

Le Système européen de surveillance financière (SESF) se compose du Comité européen du risque systémique (CERS) qui exerce une surveillance macroprudentielle, tandis que trois agences européennes de surveillance (AES) détectent les risques microprudentiels. Ces trois agences sont l'Autorité bancaire européenne (ABE), l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

L'Union européenne souhaite poursuivre l'achèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés des capitaux, ce qui demande une plus grande intégration du marché financier européen et une surveillance plus intégrée du système financier. Cela signifie qu'il faudra attribuer plus de compétences aux autorités de surveillance (ESA) qui détectent les risques microprudentiels et opérer une révision organisationnelle du Comité européen du risque systémique (CERS).

2. Contenu

Les lignes de force du paquet visant à un réexamen du SESF peuvent se résumer comme suit:

<i>Teneur & Commentaire</i>
1. <u>Objectif:</u> L'Union européenne souhaite poursuivre l'achèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés des capitaux, ce qui demande une plus grande intégration du marché financier européen et une surveillance plus intégrée du système financier.
2. <u>Pourquoi un cadre de surveillance européen intégré?</u> - L'offre de produits financiers transfrontaliers est encouragée si ces activités sont réglementées et font l'objet d'une surveillance dans tous les États membres. - L'intégration financière augmente le risque de vecteurs de contagion entre États membres en cas de choc défavorable. C'est pourquoi un réexamen de la surveillance macroprudentielle est nécessaire.
3. <u>Davantage de tâches de surveillance pour les trois ESA, à savoir les agences de surveillance qui détectent les risques microprudentiels</u> - Elles peuvent réaliser des évaluations indépendantes des activités des autorités de surveillance nationales. - Elles obtiennent un rôle consultatif important lors des prises de décisions relatives à l'équivalence de pays tiers. - Elles peuvent réaliser des <i>stress tests</i>.
4. <u>Renforcement de la surveillance macroprudentielle</u> Le président de la Banque centrale européenne devient le président permanent du Comité européen du risque systémique (CERS). Le directeur du secrétariat du CERS aura un rôle plus visible en vue de minimiser l'impact des activités du CERS sur les activités de son président liées à la BCE.
5. <u>Les missions de surveillance de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) sont élargies</u> à des domaines tels que les données relatives aux marchés des capitaux (<i>benchmarks</i>), l'entrée sur les marchés des capitaux (approbation des prospectus), les acteurs des marchés des capitaux (fonds de placement) et l'examen des affaires d'abus de marché dans lesquelles il existe un élément d'extranéité.
6. <u>Financement durable et nouvelle technologie financière (fintech)</u> Les autorités de surveillance doivent intégrer des considérations relatives au développement économique durable dans la surveillance financière et faciliter la nouvelle technologie financière (fintech).
7. <u>Amélioration de la gouvernance et du financement des AES</u> Les autorités européennes de surveillance sont dotées de membres à temps plein qui doivent garantir la prise de décisions plus efficaces, impartiales et axées sur l'UE. Les parties intéressées des États membres pourront demander à la Commission européenne d'intervenir si elles jugent que les instruments mis en place outrepassent les compétences conférées aux autorités européennes de surveillance par la législation de l'UE.

Les AES seraient financées par le biais du budget de l'Union européenne, de la contribution des autorités nationales de surveillance et des cotisations des participants au marché (à savoir les entités sous surveillance directe).

8. Entrée en vigueur: Avant la fin de la législature en 2018

2. Cadre juridique européen et développements au niveau européen:

L'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui traite du marché intérieur et de l'approbation de règles levant des entraves au fonctionnement du marché intérieur.

3. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre

- Commission des Finances et du Budget ;
- Commission du Droit commercial et économique ;
- pour information : Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes.

4. Suivi au sein des instances fédérales :

- SPF Finances ;
- FSMA (l'Autorité des services et marchés financiers).

5. Subsidiarité / suivi parlementaire :

Avis / remarques

Étant donné que quatre des documents sont des propositions de législation, les commissions compétentes peuvent émettre un avis de subsidiarité sur ces propositions au sens de l'art. 37bis du règlement de la Chambre.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité expire le 5 janvier 2018 (COM(2017)537, 538 et 539).

Les commissions des Finances et/ou du Droit commercial peuvent adresser des remarques à la Commission européenne dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Concernant la subsidiarité / compétence du niveau européen :

Il est préférable que les initiatives politiques relatives à la surveillance européenne sur le marché des capitaux et la circulation des capitaux soient prises au niveau européen. Les activités bancaires et financières revêtent généralement un caractère transfrontière. Seule une initiative européenne permettrait de mettre en place un cadre de surveillance mieux intégré dans l'union des marchés des capitaux. Les mesures visent en outre à adapter des directives et règlements européens existants.

En ce qui concerne la proportionnalité :

Les propositions concrétisent la poursuite de l'intégration et du développement de la libre circulation des capitaux, qui constitue l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne.

La mise en place d'une union des marchés des capitaux complétera l'union bancaire et améliorera ainsi la stabilité financière de l'Union européenne.

L'établissement d'un cadre de contrôle uniforme et cohérent permettra aux fournisseurs de produits financiers de renforcer leur capacité à offrir des produits et des services transfrontières.

L'amélioration de la gouvernance des trois autorités européennes de surveillance (AES) chargées de la surveillance microprudentielle est de nature à contribuer à la mise en place d'un processus décisionnel plus rationnel et davantage axé sur l'Union européenne.

Les propositions ont des implications pour la position des autorités nationales de surveillance. Il pourra éventuellement être demandé aux autorités compétentes et aux autorités nationales de surveillance ce qui, selon elles, changera en matière d'organisation administrative et de financement des agences chargées de la surveillance microprudentielle (les AES).

Pour en savoir plus :

Documents :

Communication de la Commission : Renforcer la surveillance intégrée pour consolider l'union des marchés des capitaux et l'intégration financière dans un environnement en mutation :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170542.do?appLng=FR>

Propositions de législation visant à adapter les Autorités européennes de surveillance et le Comité européen du risque systémique:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170536.do?appLng=FR>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170537.do?appLng=FR>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170538.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170539.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – BANQUE – CONTRÔLE BANCAIRE – DÉPÔT BANCAIRE – CONTRÔLE FINANCIER – UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE – SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT – ZONE EURO – POLITIQUE DU CRÉDIT – ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT
----------------------------------	--

Rédaction : Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

PAKKET “EUROPEES SYSTEEM VAN FINANCIËEL TOEZICHT »

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE “Verscherping van het geïntegreerd toezicht ter versterking van de kapitaalmarktunie en de financiële integratie in een veranderende omgeving” COM(2017)542

Wetgevende voorstellen tot aanpassing van de Europese Toezichthoudende Autoriteiten en het Europees Comité voor Systeemrisico's

COM(2017)536 – 539

Samenvatting: De Europese Unie wenst verdere stappen te zetten in de richting van de voltooiing van de Bankenunie en de Kapitaalmarktunie. Dit vereist een grotere financiële integratie en een beter geïntegreerd toezicht op het financiële stelsel. Het pakket, dat de Europese Commissie hier voorstelt, voorziet in een aanpassing van diverse verordeningen en richtlijnen die het geïntegreerd toezicht op het financiële stelsel verder verfijnen. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 5 januari 2018.**

1. Context

In 2010 werd het Europees Systeem van Financiële Toezichthouders (ESFT) opgericht om het financieel toezicht te versterken en het vertrouwen in het Europese financiële systeem opnieuw op te starten.

Het Europees Systeem van Financiële Toezichthouders ESFT bestaat uit het Europese Comité voor Systeemrisico's (ERSR) dat macroprudentieel toezicht uitoefent, terwijl drie agentschappen van toezichthouders (ESA's) microprudentiële risico's detecteren. Deze drie agentschappen zijn de Europese Bankenautoriteit (EBA), de Europese Verzekerings- en pensioenautoriteit (EAPA) en de Europese effecten- en marktenautoriteit (ESMA).

De Europese Unie wenst de Bankenunie en de Kapitaalmarktunie verder te voltooien. Dit vereist een grotere integratie van de Europese financiële markt en een beter geïntegreerd toezicht op het financiële stelsel. Dit betekent meer bevoegdheden toekennen aan de toezichthouders (ESA's) die microprudentiële risico's detecteren en een organisatorische herziening van het Europese Comité voor Systeemrisico's (ERSR).

2. Inhoud

De krachtlijnen van het ESFS-review pakket zien er, samengevat, als volgt uit:

<i>Inhoud & Toelichting</i>	
1. <u>Doel:</u>	De Europese Unie wenst verder te gaan met de voltooiing van de Bankenunie en de Kapitaalmarktunie. Dit vereist een grotere financiële integratie en een beter geïntegreerd toezicht op het financiële stelsel.
2. <u>Waarom een geïntegreerd EU-toezichtskader?</u>	- Het grensoverschrijdend financieel productaanbod wordt aangemoedigd als die activiteiten in alle lidstaten worden gereguleerd en onder toezicht staan. - Financiële integratie vergroot het risico van besmettingskanalen tussen lidstaten ingeval van negatieve schokken. Daarom is ook een herziening van het macroprudentieel toezicht nodig.
3. <u>Meer toezichttaken voor de drie ESA's, d.w.z. agentschappen van toezichthouders die microprudentiële risico's detecteren</u>	- Ze kunnen onafhankelijke evaluaties uitvoeren op activiteiten van nationale toezichthouders. - Ze krijgen een sterke adviesrol bij besluitvorming over equivalentie van derdelanden. - Ze kunnen stresstesten uitvoeren.
4. <u>Versterken van het macroprudentieel toezicht</u>	De voorzitter van de Europese Centrale Bank wordt de permanente voorzitter van de Europese Comité voor Systeemrisico's (ESRB). Het hoofd van het ESRB secretariaat krijgt een meer zichtbare rol om op die manier de impact van de ESRB-werkzaamheden op de ECB-werkzaamheden van de Voorzitter ervan te minimaliseren.
5. <u>De Europese effecten- en marktenautoriteit (ESMA) krijgt meer toezichtstaken</u>	over kapitaalmarktdata (benchmarks), kapitaalmarkttoegang (goedkeuring prospectussen), kapitaalmarktactoren (beleggingsfondsen) en onderzoek naar grensoverschrijdende gevallen van marktmisbruik.
6. <u>Duurzame financiering en nieuwe financiële technologie (fintech)</u>	De toezichtsagentschappen moeten duurzame economische ontwikkeling in het financieel toezicht integreren en nieuwe financiële technologie (fintech) faciliteren.
7. <u>Verbeterd bestuur en financiering van de ESA's</u>	De Europese toezichthoudende autoriteiten krijgen voltijdse leden die moeten instaan voor een besluitvorming die meer doeltreffend, onpartijdig en EU-gericht is. Betrokken partijen van de lidstaten zullen aan de Europese Commissie kunnen vragen actie te ondernemen als zij menen dat de instrumenten de bevoegdheden van Europese toezichthoudende autoriteiten krachtens het EU-recht te buiten gaan. De financiering van de ESA's zou gebeuren via het EU-budget, financiering via de nationale toezichthouders en bijdragen van marktdeelnemers (d.w.z. de instellingen die onder direct toezicht staan).
8 <u>Inwerkingtreding:</u>	Tegen het einde van de zittingsperiode in 2018

3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:

Artikel 114 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), dat handelt over de interne markt en het goedkeuren van regels die hinderpalen wegnemen die de werking van de interne markt bemoeilijken.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting;

- Commissie Handels- en Economisch Recht;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

5. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën;
- FSMA (de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten).

6. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:

Advies/ Opmerkingen

Omdat vier documenten wetgevingsvoorstellen zijn, kunnen de bevoegde commissies over deze voorstellen een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren, verstrijkt op 5 januari 2018 (COM(2017)537, 538 en 539).

De commissies Financiën en/of Handelsrecht kunnen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Omtrent de subsidiariteit / bevoegdheid van het Europese niveau:

De beleidsinitiatieven m.b.t. Europees toezicht op de kapitaalmarkt en het kapitaalverkeer worden het best op Europees niveau genomen. De bank- en financiële activiteiten hebben veelal een grensoverschrijdend karakter. Een beter geïntegreerd toezichtskader in de kapitaalmarktunie kan slechts tot stand komen via een Europees initiatief. De maatregelen beogen bovendien een aanpassing van bestaande Europese verordeningen en richtlijnen.

Omtrent de proportionaliteit:

De voorstellen concretiseren de verdere integratie en de ontwikkeling van het vrij verkeer van kapitaal als één van de vier Europese fundamentele vrijheden.

De uitbouw van een kapitaalmarktunie zal, als complement op de bankenunie, de financiële stabiliteit in de EU verbeteren.

Wanneer er een uniform en coherent toezichtskader is, zijn de aanbieders van financiële producten beter in staat hun diensten en producten grensoverschrijdend aan te bieden.

Het verbeterd bestuur van de drie agentschappen (ESA's) belast met microprudentieel toezicht is van aard om bij te dragen tot een meer gestroomlijnde en meer EU-georiënteerde besluitvorming.

De voorstellen hebben implicaties voor de positie van de nationale toezichtshouders. Aan de bevoegde overheid en nationale toezichtshouder(s) kan eventueel gevraagd worden hoe zij de wijzigingen inschatten met betrekking tot de bestuursinrichting en financiering van de agentschappen bevoegd voor microprudentieel toezicht (de ESA's).

Om meer te weten:

Documenten:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE “Verscherping van het geïntegreerd toezicht ter versterking van de kapitaalmarktenunie en de financiële integratie in een veranderende omgeving”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170542.do>

Wetgevende voorstellen tot aanpassing van de Europese Toezichthoudende Autoriteiten en het Europees Comité voor Systeemrisico's:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170536.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170537.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170538.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170539.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE - bank - bankcontrole - bankdeposito - financiële controle - Economische en Monetaire Unie - beleggingsmaatschappij - eurozone – kredietbeleid - kredietinstelling
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be